

## Liège proche de l'asphyxie financière

Les finances de la cité ardente sont malmenées. Par les inondations, le Covid, le piratage informatique mais avant tout, par le coût des pensions des agents de la ville.



Par Stéphane Vande Velde  
Journaliste au service  
Politique  
Le 13/09/2021 à 22:26

Ce n'était pas destiné à sortir du collège, pourtant, la passe d'armes entre Christine Defraigne et Willy Demeyer lors d'un collège communal, il y a deux semaines, a vite fait les choux gras de la presse locale. Pas question cependant de résumer la colère de la libérale à un manque de confiance vis-à-vis de son partenaire de majorité PS au sein de la cité ardente.

L'objectif du coup de gueule de la première échevine en charge notamment des finances consistait à alerter sur l'état désastreux des finances liégeoises. Un peu comme les rapports du GIEC : rendre audible une catastrophe, selon elle, inévitable. Les finances liégeoises ont en effet été mises à mal par plusieurs facteurs, qui, en s'accumulant, pourraient conduire la métropole wallonne dans le mur.

Stép
SOCIÉTÉ Catastrophes L'ADN pour
POLITIQUE Le chômage
POLITIQUE Pensions, chômage entre PS et gouvernement

### Des pensions qui vampirisent le budget

De 2013 à 2024, les pensions des fonctionnaires liégeois risquent de coûter 421 millions à la ville. Pour avoir un ordre de grandeur, on peut rappeler que le budget total annuel s'élève à 575 millions. En 2021, les pensions coûteront 41 millions à la ville et selon les projections, elles risquent de monter à 69 millions en 2023 (12 % du budget de la ville) avant de plafonner à 65 millions l'année suivante. Pour connaître les raisons du poids des pensions sur la ville de Liège, il faut remonter à la seconde guerre mondiale. « À l'époque, Liège était la seule ville qui avait une capacité d'emprunt pour procéder à sa propre reconstruction. La ville s'est fortement endettée à ce moment-là. Liège a ensuite beaucoup trop engagé de fonctionnaires. À un moment, la ville en comptait 10.000 ! On avait coutume de dire qu'à l'hôtel de ville, il n'y avait pas assez de chaises pour asseoir tout le monde. Et ces gens-là, il a bien fallu payer leur pension. Début des années 90, la ville était en situation de faillite. Une solution fut trouvée : la reprise d'une partie de la dette des pensions par la Région moyennant la diminution du fonds des communes et l'affiliation pour les pensions à l'ONSSAPL », explique l'échevine des finances, Christine Defraigne.

La ville a drastiquement revu à la baisse son nombre de fonctionnaires (il y a actuellement 2899 temps plein). Les pensions d'avant 91 ont été réglées avec un emprunt (par tranches de 400 millions). Cependant, la réforme des pensions des agents des pouvoirs locaux, imaginée par Michel Daerden en 2011 allait replonger la ville de Liège dans le chaos. Que furent les conséquences de cette loi pour Liège ? Elle prévoyait la cotisation de responsabilisation (un coefficient de responsabilisation qui oblige la ville de prendre à son compte un pourcentage de la pension de ses agents). Ce pourcentage allait d'abord être fixé à 50 % puis à 80 %. Dans le même temps, la ville restait empêchée de nommer de nouveaux fonctionnaires. « Et quand on ne nomme plus, on ne cotise plus », lâche Christine Defraigne. Résultat de la loi Daerden : de 2013 à 2020, ces pensions ont coûté à la ville 196 millions d'euros et les prévisions évoquent le chiffre de 225 millions pour la période 2021 à 2024. Pour faire face, la ville est obligée d'emprunter, la charge d'emprunt s'élevant à 13 millions pour 2021-2022, mais les prévisions tablent sur 24 millions pour 2024 et 28,6 millions pour 2025. « Et cela pourrait encore monter puisque cette estimation suppose que les taux d'intérêt ne remontent pas ! », reconnaît l'échevine des finances.

NEWSLETTER : la wallonie qui bouge

Découvrez tout ce qui fait bouger la Wallonie et ses habitants.

Je m'inscris

La ville de Liège aimerait, pour faire face à cette charge, une aide régionale, estimant que la centralité d'un pôle comme Liège joue en sa défaveur. « Plus de la moitié des agents pensionnés n'habitent en effet pas Liège. On paie des pensions pour des gens qui ont travaillé à Liège mais n'y habitent pas », lâche Defraigne.

### Covid et inondations grèvent le budget

Comme si la coupe n'était pas pleine, Liège a fortement été touchée par le Covid (comme toutes les grandes villes) mais aussi par les émeutes, le piratage informatique et surtout les inondations. C'est 9 % du territoire de la ville (et 7 % de la population liégeoise) qui a été concerné par les fortes pluies et leurs conséquences du mois de juillet. « Avec le Covid, il y a eu une chute drastique des recettes, avec les nombreuses fermetures, faillites ou exonérations. Les inondations ont déjà coûté 6,8 millions en réquisitions (mises à disposition de centres et de containers, réfection des voiries, des canalisations, le déblayage des déchets, les heures supplémentaires du personnel, le relogement, les réquisitions de chambres d'hôtel, la confection de repas chauds) et on va certainement dépasser les 10 millions, pour seulement 3 millions d'aides. »

L'énorme piratage informatique va également coûter cher. « On n'a toujours pas récupéré la totalité de nos données. On a dû passer un contrat de plusieurs centaines de milliers d'euros avec Microsoft », détaille Defraigne qui a décidé de jouer la carte de la transparence. « Je veux qu'on prenne conscience de la réalité des chiffres. J'implore la Région Wallonne de nous donner une feuille de route, qu'elle nous dise ce qu'elle peut faire pour ses communes et quelles sont les marges que nous pouvons dégager. Et en fonction de cela, on prendra des décisions, peut-être douloureuses ». Quand on lui demande si Liège pourrait être mise en faillite, elle nuance quelque peu. « Qu'est-ce que la faillite d'une ville et d'un pouvoir public ? Liège n'est pas Détroit. Mais je dis simplement qu'il va falloir faire des choix et sans doute renoncer à certains projets. Toutes ces discussions ne sont pas seulement arithmétiques mais aussi politiques. Chaque budget est un acte politique ». Est-ce dire que cela annonce des dissensions au sein de la majorité communale ? « Non, notre partenaire PS est conscient de la situation. Nous étions d'ailleurs en train de travailler à des solutions lorsque les inondations nous sont tombées dessus. »